

## ***L'ÉLOGE DE LA CRISE***

Les nouvelles du monde ne sont pas bonnes. A en croire la rumeur et les « informations », la planète terre serait dans une situation rien moins qu'inquiétante.

Après avoir frôlé la catastrophe à plusieurs reprises au cours des guerres mondiales, nous subirions bien pire aujourd'hui : la « crise » nous pousserait inexorablement vers le précipice ! Toutes les raisons, y compris les meilleures - progrès, savoir, développement, information -, seraient prétextes à nous entraîner vers l'abîme.

Que la crise soit une réalité et étende son emprise jour après jour, qui pourrait le nier à moins d'être sourd et aveugle aux difficultés du monde contemporain ? Mais si la nature des choses et la mondialisation nous imposent ce phénomène et qu'il faille « vivre avec » dans le nouvel âge de l'humanité, autant en tirer le meilleur parti. A bien des égards, la crise n'est pas nécessairement la pire des situations, moins dramatique en tout cas que la guerre. Certes, elle fait peur ; mais dans le même temps, elle encourage. Par sa nature, incertaine, elle offre des possibilités, elle ouvre des voies, elle stimule l'intelligence, la créativité et la volonté. Sauf chez les sceptiques ou les inconscients pour lesquels elle peut être la tentation du chaos. Pour les réalistes, elle doit être d'abord une possibilité d'action et donc une promesse d'avenir. Mais cette chance, car c'en est une, ne se laissera pas aisément saisir, surtout si les citoyens ne sont pas décidés à dénoncer les archaïsmes, les dysfonctionnements, les égoïsmes, etc. , qui figurent parmi les causes principales du blocage actuel de la société.

**L'échec de la guerre**

Le XX<sup>e</sup> siècle ne laissera pas que des regrets. Exceptionnel à tous égards, il a surtout été excessif, voire aberrant, par ses folies meurtrières – cent millions de morts du fait des guerres. Il est parvenu à repousser les limites de la violence au-delà du pensable : les génocides – arménien, juif, cambodgien... –, le Goulag, Dachau, Hiroshima et tant de villes martyres, témoignent de cette époque désastreuse entre toutes. Les guerres ont justifié ces fureurs et ouvert à la violence les portes de la mondialisation ; leurs excès généralisés ont d'ailleurs fini par rendre inopérante cette forme habituelle d'expression des rivalités internationales, et inefficace ce mode d'action politique ; elles ont en quelque sorte tué la stratégie selon Clausewitz. Ont suivi quarante années de pétrification dans une ambiance de dissuasion – une manière de paix obligée – qui, entretenant la terreur de la guerre, a longtemps détourné l'attention des vrais problèmes de la planète. Dix ans après, les comptes ne sont toujours pas soldés avec cette période (1914-1989) qui couvre la quasi totalité du siècle.

Elle nous a conduit à une vision déformée de la vie des sociétés humaines ; nous ne savons plus les percevoir hors du prisme des rapports de forces, comme si toute conflictualité, quelle que soit sa gravité, devait être soumise aux lois intangibles de la guerre. Quoi qu'il advienne, celle-ci demeurerait l'horizon indépassable des rivalités humaines. Et, dans cette certitude, il n'y aurait d'autre solution que d'attendre la prochaine en fourbissant des armes, toujours plus sophistiquées, plus coûteuses, plus meurtrières. Nous serions ainsi coincés entre, d'une part, la course aux armements avec ce qu'elle comporte de pesanteurs économiques et industrielles, d'autre part, la collusion de la politique et de la guerre. Quelle perspective ! Une autre façon de réveiller le mythe de « la fin de l'Histoire »...

En vérité, il n'y a aucune chance que l'Histoire se répète ; pour une raison simple, c'est que les guerres du XX<sup>e</sup> siècle ont elles-mêmes sapé leurs fondements et dérégulé leurs propres mécanismes. Par leurs dérives, elles ont contribué grandement à bouleverser l'ordre du monde et la vie des sociétés ; par leurs échecs surtout, elles ont condamné cette pratique comme mode normal de règlement des différends entre les Etats. Elles nous confirment dans l'idée qu'il n'y a pas de solution militaire aux problèmes humains, mais seulement des solutions politiques.

Lorsqu'elle se mêle de politique, la guerre échoue toujours parce qu'elle ne connaît rien d'autre que les rapports de forces, et que ceux-ci ne débouchent jamais que sur des paix imposées, qui sont des équilibres précaires et donc provisoires. Il y a une logique et un engrenage de la guerre qui sont contraires à la rationalité politique, car ils sont non maîtrisables dans leurs manifestations et révolutionnaires dans leurs effets. On part en août 1914 pour une guerre joyeuse et rapide; on se retrouve quatre ans et dix millions de morts plus tard avec une paix impraticable, un monde disloqué prêt pour les pires totalitarismes de l'Histoire !

Les Etats sont d'ailleurs presque tous convenus de ces échecs en signant la Charte des Nations unies, laquelle interdit expressément le recours à la guerre entre les Etats. On pourrait alors croire à « la fin de la guerre ». Si l'on désigne par ce terme l'ensemble des manifestations conflictuelles, certainement pas ! Cet heureux blocage de la guerre, notamment entre les pays les plus puissants qui furent et demeurent les plus vindicatifs, ne résout pourtant rien. A l'usage, on se rend compte qu'il existe bien des façons autres que militaires de vider les querelles des Etats et de satisfaire leur soif de puissance ; elles paraissent à la fois moins coûteuses et moins aléatoires.

En revanche, si l'on s'en tient à la définition de la « guerre classique » : affrontement des Etats par armées interposées, c'est probable. Ce qu'on peut observer depuis un demi-siècle et qui a toutes les raisons de se perpétuer dans les prochaines décennies, c'est que cette dernière forme de guerre tend à disparaître de la panoplie des Etats. Ceux qui s'y fourvoient encore ne parviennent toujours pas à y atteindre leurs objectifs politiques ; ils s'y essoufflent en vain, pays arabes et Israël, Inde et Pakistan, Iran et Irak, Erythrée et Ethiopie, Equateur et Pérou, etc. La dissuasion nucléaire pour certains, la démocratie pour d'autres, la modification des paradigmes socio-politiques pour tous les Etats ne sont pas pour rien dans cette évolution.

Mais ce qu'on peut observer par ailleurs, c'est que, sur les décombres de la guerre classique, se sont développées d'autres formes de conflits, usant notamment de modes indirects ou dégradés de la stratégie et que, plus récemment, se dessinent de nouvelles possibilités fondées sur les

technologies de l'information.

### **L'ampleur des problèmes**

Mais le XX<sup>e</sup> siècle n'est pas seulement « le siècle de la guerre » et de ses excès, même si ce phénomène, par son ampleur comme par ses retombées, est déterminant pour tenter de comprendre la situation actuelle. Il est aussi celui de *l'explosion démographique, des révolutions technologiques, du développement économique et des avancées démocratiques*. Si l'on compare, de ces quatre points de vue, la situation mondiale de la « Belle Epoque » et celle qui prévaut en 1999, les changements sont considérables et sans précédent. Et ces progrès, car il s'agit bien de cela, posent des problèmes apparemment insolubles aux sociétés qui en bénéficient. Ils concourent, en réalité, autant sinon plus que les effets des guerres, au bouleversement de l'ordre du monde et de la vie des peuples. Ils contribuent ainsi, chacun à sa manière, à l'élargissement du spectre de la violence et donc à la diversification des formes de conflits.

Le phénomène le plus important, parce qu'il intéresse les hommes, est évidemment *l'explosion démographique*. Récusée comme telle par les spécialistes, elle est pourtant incontestable à l'échelle du siècle : 1,2 milliard environ en 1900 ; 6 milliards dès cette année (officiellement le 12 octobre 1999) ; une multiplication par cinq du nombre des habitants de la planète terre n'est pas négligeable en soi ni dans un délai si bref ; mais ce qui inquiète dans ce phénomène c'est que l'humanité subisse ainsi le « grand nombre » des individus sans préparation ni capacités de les faire vivre tous ensemble dans la dignité. Il est vrai que cette « explosion » n'est une réalité que dans l'hémisphère sud : elle entraîne de ce fait un grave déséquilibre quantitatif et qualitatif avec les pays du nord. Ceux du sud, accablés par les exigences de la survie, bénéficient par contre du dynamisme et de la vitalité de populations jeunes. A contre-courant, ceux du nord stagnent et vieillissent alors qu'ils continuent à détenir et à développer la plus grande part de la richesse mondiale. Tropicain humain d'un côté, surabondance économique de l'autre, autant d'éléments provocateurs, favorisant des flux migratoires dont les effets déstabilisateurs commencent à se faire sentir dans la vie des nations, européennes en particulier.

Ce siècle a été marqué également par une *révolution technologique* inouïe ; les besoins militaires n'y ont pas été étrangers. On pense notamment aux progrès des transports et à ceux de l'information, mais aussi au développement des sciences de la vie, à la connaissance de la matière, à la maîtrise des énergies, etc. Avancées considérables dans tous ces domaines, mais aussi origines de remises en question fondamentales des organisations et des croyances. Progrès qui, en outre, sans être vraiment monopolisés, concernent néanmoins de façon privilégiée les pays développés ; s'ils en subissent d'une certaine façon les conséquences perturbatrices, ils en sont néanmoins les grands bénéficiaires.

Sur le *plan économique*, les distorsions sont flagrantes. En général, peu sujettes à contestation, les statistiques de l'organisation des Nations Unies indiquent que l'accumulation de la richesse est inversement proportionnelle au nombre de la population : 20 % de la population mondiale dispose de 80 % des ressources économiques. Cet indice d'un double déséquilibre démographique et économique est d'autant plus inquiétant qu'il tend à s'accroître au fil des ans : une quarantaine de pays, dits « moins avancés » sans doute par euphémisme, ont en réalité décroché du peloton et se trouvent dans des situations désespérées ; ils comprennent environ un milliard d'individus qui se trouvent ainsi exclus du mouvement vers le progrès et de la collectivité mondiale. Décalage qu'on observe également au sein des sociétés les plus favorisées où une partie de la population n'est plus en état de s'adapter aux changements ; phénomène qui justifie l'expression de « fracture sociale ». Loin d'être animé d'un même mouvement harmonieux vers l'avant, le monde contemporain a tendance à se morcelliser et à fonctionner à plusieurs vitesses ; les différences de rythme adoptées ou subies par les pays élargissent encore les fossés et, à l'heure de la mondialisation, donnent l'image d'un monde divisé et fragmenté. Toutes ces failles révèlent les vulnérabilités d'un système mondial, celui des Etats, impuissant à corriger d'évidentes injustices.

## **Le souffle de la liberté**

Dernier avatar du siècle et non le moindre, *la démocratisation*. Les trois guerres mondiales (en comprenant la guerre froide) ont fini par donner aux champions de la liberté la victoire sur les dictatures. Mais à quel prix ? En luttant contre les régimes totalitaires, les guerres ont renversé sans distinction toutes les structures anciennes, balayé les monarchies et les empires. On ne peut que se réjouir d'un tel triomphe des principes de la démocratie. Mais ni les peuples ni les individus qui ont ainsi été « libérés » n'y avaient été préparés, et peu nombreux sont ceux qui ont pu d'emblée en tirer tout le bénéfice. Personne n'avait prévu la chute soudaine de l'Union soviétique, et cet effondrement, au-delà de la déstabilisation de son Empire, a eu des répercussions sur toute la planète. La liberté est tombée sur le monde par surprise, mais elle est là et ses effets n'ont pas fini de se faire sentir sur les individus mais d'abord sur les peuples.

Depuis cinquante ans, le nombre des Etats ne cesse de croître ; de soixante avant la seconde guerre mondiale, il est passé à presque deux cents aujourd'hui. Ce mouvement d'autonomisation des peuples n'a aucune raison de s'arrêter, tant le potentiel de fragmentation des structures étatiques actuelles reste important. De grands ensembles, hérités de l'histoire et souvent artificiels, ne tiennent que par le charisme de leurs dirigeants, par la peur du changement ou plus sûrement par la pression exercée à l'intérieur par la force, à l'extérieur par la vigilance internationale. Il serait imprudent de faire des pronostics dans ce domaine, mais on peut compter entre trente et cinquante les mouvements qui pourraient parvenir à conquérir leur autonomie d'ici un demi-siècle.

Le vent de la liberté a soufflé aussi sur les individus, leur faisant prendre conscience que les « droits de l'homme » peuvent ne pas être seulement des idées philosophiques mais des réalités quotidiennes, qu'ils ne sont pas réservés à une classe sociale ou à certaines nations mais qu'ils ont une portée générale et universelle. Cette reconnaissance de la primauté des droits sur les devoirs, et par conséquent des individus sur les collectivités, tend à déplacer le centre de gravité des pouvoirs au sein des sociétés. Si on ajoute à ce constat des phénomènes aussi différents que l'abaissement des idéologies porteuses de valeurs, ou que le rééquilibrage des responsabilités sociales en faveur des femmes etc., l'ensemble de ces évolutions justifie qu'on puisse les considérer comme

« critiques ».

Dans cet aperçu global, il ne faudrait pas sous-estimer les effets de la *mondialisation*. Elle est d'abord le plus grand dénominateur commun de notre époque ; à ce titre, elle établit une connexion universelle entre les groupes humains, mettant en avant plus aisément leurs divergences que leurs rapprochements ; elle se manifeste aussi comme un accélérateur des phénomènes, interdisant en quelque sorte par sa dynamique et par ses effets mécaniques que les structures politiques et sociales prennent le temps et les moyens de remplir leurs fonctions de prévention et d'adaptation.

### **La fin de la guerre ?**

A ces problèmes sans précédent dans l'histoire des hommes, les sociétés contemporaines n'ont pas de réponses. Les Etats, obnubilés par leurs intérêts et préoccupés de leurs relations internationales, investissent trop peu d'intelligence et de ressources pour espérer comprendre la modernité des crises et envisager de sortir de leur actuelle impuissance. Longtemps, ils ont compté exclusivement sur la guerre pour extérioriser et exporter leurs difficultés intérieures. Aujourd'hui où ce jeu n'est guère praticable, ils sont contraints d'affronter les réalités.

Certes, il leur arrive encore de se lancer dans des opérations militaires ; mais ces conflits modernes sont conçus plus comme des avertissements limités que comme des engagements totaux ; ils apparaissent plus en tant que signaux de détresse que comme des provocations à l'encontre de l'ordre mondial ; ce sont enfin plus souvent des « barouds d'honneur » que des « va-tout ». On voit bien, à l'image des conflits Inde-Pakistan, Equateur-Pérou, Ethiopie-Erythrée... que ces actions de guerre ne parviennent plus à transformer les situations. Convaincus de ne plus pouvoir en maîtriser les éléments intérieurs et extérieurs et de risquer de sortir d'une guerre encore plus affaiblis que lorsqu'ils y sont entrés, et sans être parvenus à solder leurs comptes, les Etats sont en voie de renoncer à ces pratiques. C'est reconnaître implicitement la fin de la prééminence de la force armée pour régler les affaires interétatiques.

Il faut toutefois admettre une exception pour les actions de la

communauté internationale engagées dans la défense des principes du droit et de la morale ; elles justifieraient la guerre au nom de la morale. La récente action au Kosovo en est la meilleure illustration. Dans ce dernier cas, la force n'a plus pour objet de conquérir (un territoire, un avantage...), elle a pour fonction d'accompagner et d'imposer le droit. Ce faisant, la communauté internationale (et les pays qui la dirigent) pratique une sérieuse encoche dans le principe de la souveraineté des Etats ; elle contribue ainsi à perturber l'ordre ancien et à se déstabiliser elle-même.

Privés de leurs modes d'action habituels et confrontés à leurs contradictions internes, les Etats, mais aussi les nations, les peuples, les individus sont entrés dans une période de profond désordre. Aux questions : *que faire ?* et *comment faire ?* répondent le doute et l'incertitude. C'est bien le propre d'une crise.

### **La réalité de la crise**

Le moins que l'on puisse dire est que la notion de crise est mal perçue. L'imprécision qui l'entoure – son caractère fourre-tout - est insupportable aux politiques comme aux intellectuels qui ont besoin de concepts bien délimités pour orienter la pensée et l'action. Elle peut même apparaître comme une démission face à la complexité et à la volatilité des phénomènes. Il est vrai que le mot « crise » est galvaudé et utilisé à tout propos pour désigner toutes sortes de situations individuelles ou collectives, ou pour caractériser des circonstances anodines ou dramatiques ; il y a une certaine facilité à regrouper sous le même vocable les insatisfactions de la jeunesse, les querelles internationales, les fractures sociales, les dysfonctionnements institutionnels, les spéculations financières ou les surproductions agricoles, cette liste n'étant pas limitative. On a l'impression d'un vaste débarras conceptuel où l'on entasse, faute de mieux, la plupart des petits et grands problèmes de l'époque.

C'est pourtant dans son imprécision même que réside tout l'intérêt de la notion de crise ; en désignant toutes les incertitudes elle montre bien que rien n'est joué et que tout est encore possible ; la crise est une situation provisoire et ce provisoire est malléable par vocation.

L'amalgame auquel elle donne lieu est tout aussi intéressant ; il prouve que le phénomène reste flou parce qu'il est mal connu, mal compris, mal accepté.

Cela ne l'empêche pas d'être une réalité, la plus caractéristique de cette fin de siècle et, sans doute, du prochain ; parce que la crise est générale, en ce sens qu'elle n'épargne aucune des catégories et des activités humaines ; ensuite parce qu'elle est durable, ce qui signifie que les causes qui l'ont fait naître ne disparaîtront pas par enchantement ou sous l'effet de mesures de gestion ; enfin parce qu'elle est inévitable. En effet, cette réalité s'impose progressivement, s'installant au cœur des sociétés, soulignant leurs vulnérabilités, accusant leurs faiblesses et exploitant leurs disparités. Elle fait peser sur les collectivités un ensemble de menaces qu'il serait inconscient de sous-estimer. Raison fondamentale pour la prendre au sérieux, s'y intéresser de près et en faire le moteur du monde futur.

La crise est avant tout la manifestation des déséquilibres provoqués par des changements inopinés de la plupart des paramètres ainsi que par des modifications du cadre dans lequel ils trouvaient leur logique. Ces déséquilibres accentuent les différences et les disharmonies inhérentes aux sociétés ; ils entraînent dans les domaines clés – sociaux, économiques, culturels...- de véritables décalages entre les nations ; ils sont à l'origine des phénomènes d'exclusion et de fracture sociale ; ils contribuent aux désordres d'un monde fonctionnant à plusieurs vitesses. Ils sont donc partout la cause des dérapages qui se produisent lorsque la crise bascule sous la pression d'une vague plus forte d'événements et qu'elle se transforme en conflit.

La crise inspire alors à nos contemporains, sous l'effet de cette trilogie critique - déséquilibres, décalages, dérapages -, un sentiment d'*inquiétude* parfaitement justifié. Et si la crise devait se réduire à cet engrenage annonceur de catastrophes, alors nos caciques auraient raison de la négliger, faute de pouvoir s'en rendre maîtres. En fait, il faudrait parvenir à démontrer le caractère ambivalent de la crise, convaincre que son ambiguïté même est la source des difficultés qu'elle provoque, mais qu'en amont elle dispose de tout le potentiel pour trouver en elle-même des solutions. Certes, son caractère à la fois global, complexe et

permanent la rend inévitable et, par ses effets imprévisibles, dangereuse. Les mêmes situations critiques qui peuvent conduire au désordre, au conflit et - pourquoi pas ? - au chaos, parce qu'elles sont incomprises et mal maîtrisées, pourraient, au contraire, dans une approche différente, si elles étaient "pensées", devenir positives et porteuses d'espoir; simplement parce qu'elles sont preuves de mouvement, indices de changement et chances de progrès réels. Chacun sait que tout mouvement, et surtout un mouvement accéléré, est source de déséquilibres et de décalages. C'est cette dualité de la crise qu'il nous faut appréhender et utiliser avec pragmatisme et détermination.

### **L'enjeu de la sécurité**

La réalité la plus inquiétante de la crise contemporaine est la recrudescence de la violence, à l'origine d'un sentiment général d'insécurité. Finie la guerre – d'une certaine façon -, la violence des peuples comme celle des individus trouvent de nouveaux modes d'expression. Des guerres civiles les plus sanglantes aux incivilités sans conséquences, toute une panoplie est utilisée sans qu'on parvienne nulle part à mettre au point des parades efficaces. Est-ce à dire que nous sommes condamnés à l'insécurité ? Nous aurions réussi à éloigner la guerre et son engrenage ravageur pour consentir une situation tout aussi inacceptable ! Ces interrogations ne sont pas sans fondements ; les chiffres de la délinquance, du banditisme, de la criminalité – selon une certaine hiérarchie de la violence - ne cessant de croître et de faire douter de la volonté des Etats, en tout cas de leur capacité, à faire respecter leurs lois. La violence urbaine, qui est probablement la plaie la plus répandue du monde, si elle continue d'être considérée avec le même fatalisme, peut conduire à la « sécession » puis à la guérilla et à la guerre civile, donc par gravité à ce paroxysme dont pourtant plus personne ne veut payer le prix. La violence est le chemin le plus direct pour faire basculer la crise vers le chaos.

C'est pourquoi il paraît illusoire de s'engager sur des voies supposées capables de maîtriser les crises tant que la question capitale de la sécurité n'aura pas été abordée dans toutes ses dimensions, de façon pragmatique et avec la détermination de lui trouver des solutions. Il n'y a pas d'enjeu plus décisif à notre époque. C'est parce qu'elle se situe,

soit en amont, soit au cœur de l'enchevêtrement des problèmes qu'elle détient les clés de l'avenir. Mais la violence a pris le temps et les méthodes nécessaires pour s'ancrer profondément au sein des sociétés ; c'est la raison pour laquelle les remèdes qui sont appliqués pour lutter contre ses formes diverses resteront inefficaces et inadaptés. Il faudra bien, dans ces conditions, envisager de prendre les problèmes autrement. Cette diffusion de la violence et son enracinement social peuvent aussi apparaître comme des chances pour nos systèmes d'imaginer des façons plus appropriées de réagir. A cet égard, on se contentera de deux observations ; la première pour faire remarquer que s'opposer à la violence par la seule force présenterait le même caractère aléatoire que celui qui découle de la guerre ; la deuxième pour proposer qu'on considère la violence également comme une dynamique ; née à cause et avec le bouleversement du monde, elle pourrait être utilisée et canalisée vers d'autres fins que celles de sa seule expression. L'enrôlement des bandits de grands chemins concourut en son temps (XV<sup>e</sup> siècle) à la constitution des premières « compagnies » de l'armée permanente. De manière plus générale, c'est surtout en donnant un nouvel élan – *un projet* – aux sociétés qu'on pourra rassembler à leur profit toutes les énergies aujourd'hui inemployées.

La crise de société, qui est essentiellement la crise de la civilisation occidentale dans la mesure où celle-ci est une référence quasi universelle, se comprend à la fois dans ce qui l'organise et ce qui la nourrit, comme une crise des structures et comme une crise des valeurs. Les unes et les autres sont partout et en tout remises en question avec les conséquences mesurables en termes de dislocation et de désorientation. Il s'agit là pour l'instant d'un gigantesque chantier de démolition, qu'il serait courageux et intelligent de convertir en entreprise de reconstruction : voilà un défi à la mesure des citoyens de notre temps.

### **Les pouvoirs contre l'Etat**

La crise des structures, c'est avant tout la *remise en cause de l'Etat*, ou plutôt de sa forme paroxystique qu'est *l'Etat nation centralisé* selon le modèle français. Dans les Etats fédéraux, beaucoup plus adaptables parce que décentralisés et proches des citoyens, la crise est moins prononcée. Ce que les citoyens des Etats nations contestent le plus

fréquemment, ce sont leurs méthodes autoritaires, leurs pesanteurs hiérarchiques et, en général, leur inadaptation aux enjeux contemporains ; un comportement fataliste et rigoriste à l'opposé des aspirations à la souplesse, à la tolérance, mais surtout à l'efficacité. Toute l'évolution – ce qui alimente la crise - s'oppose à cet Etat rétrograde : les droits individuels contre les devoirs collectifs, les réseaux contre les hiérarchies, le sens de la responsabilité contre l'affirmation de l'autorité.

L'Etat est critiqué pour ce qu'il est à l'intérieur : un centralisme dépassé, une machinerie diplomatico-militaire sans prise sur les contraintes socio-économiques, sans effet tangible sur l'insécurité. S'agissant des structures, l'opposition entre modes d'organisation antagonistes - réseaux et hiérarchies, maillage horizontal et systèmes verticaux - ne facilite pas la constitution d'une trame commune ; c'est pourtant à ce genre de compromis qu'il faudrait parvenir, à l'image de ce qu'ont mis sur pieds les entreprises : une tête de réseau chargée de la décision et du contrôle, et un ensemble complexe mais cohérent de « mailles » (et non plus d'échelons) responsables dans leurs domaines de compétence. Cette incompatibilité structurelle justifie et encourage les développements, d'une part des cabinets d'avocats pour défendre les droits et les intérêts face à la puissance publique, d'autre part des sociétés de conseil pour guider leurs clients dans les tribulations administratives. Lorsque l'Etat ne remplit plus de façon satisfaisante sa fonction d'arbitrage, le système privé s'empare du créneau et comble à sa manière la défaillance.

L'Etat est investi par des forces que les ressources et les technologies ont érigé en véritables pouvoirs. Le monde économique et financier, les médias, car c'est de ces puissances qu'il s'agit, disposent de moyens de pression et d'influence incomparables. Ils sont parvenus à faire reconnaître la prééminence du marché et des principes libéraux ; à travers ceux-ci, ils ont imposé aux sociétés leurs notions de consommation et de rendement, à contre-courant du dirigisme d'un Etat fonctionnarisé, réputé gaspilleur et peu productif. Leur modernité a fait paraître plus vétustes encore des pans entiers de l'Etat de droit ; les malins ont alors eu tout loisir de profiter des défauts de la cuirasse ; la Justice s'adapte à peine aux activités de la grande délinquance

financière, elle reste encore inopérante face aux paradis fiscaux ou aux pratiques de blanchiment d'argent sale... Ces pouvoirs, fournisseurs de biens et d'informations, sont indispensables à la vie des sociétés et, de ce fait, omniprésents dans les rouages de l'Etat. Difficile pour celui-ci de concilier cette inévitable emprise et l'indépendance des pouvoirs publics, nécessaire à leur respectabilité. Certains pays ont trouvé une forme de réponse en imposant la transparence dans les relations public-privé, la stricte séparation des compétences, l'application d'un code de déontologie, bref en interdisant le mélange des genres.

L'Etat est desservi par ses élites dont le monolithisme, lié à leur mode de recrutement par la filière quasi exclusive des « grandes écoles », en fait une véritable « société de connivence » avide d'accéder et surtout de se maintenir au pouvoir. Ce blocage du sommet par l'absence de mobilité des dirigeants – et par leur impunité de fait - n'autorise pas pour l'instant à l'optimisme concernant une éventuelle évolution du fonctionnement et de la conception d'une société moderne. Là encore, la crise agit comme un révélateur ; pour ne pas avoir entendu les avertissements prodigués depuis trente ans sur les inconvénients d'une telle asphyxie du pouvoir, les élites se sont exposées à des investigations (médiatiques, voire judiciaires) sur leurs comportements et leurs pratiques, procédés à hauts risques pour eux-mêmes comme pour la société tout entière, ainsi que le montrent quelques récentes enquêtes.

### **De nouveaux acteurs**

L'Etat est également critiqué comme *espace de référence*, enfermé dans ses frontières. La notion de territoire ne suffit plus à contenir les intérêts collectifs ; la mondialisation aidant, ceux-ci s'affranchissent de ces limites conventionnelles et s'associent à de nouvelles structures. Mais ce sont surtout les constructions régionales, à l'image de l'Union européenne, qui imposent la nécessité de définir une nouvelle répartition des tâches. Le principe de subsidiarité une fois admis, il reste à décider de l'attribution des responsabilités à chaque échelon. Pour sa part, la décentralisation a contribué à éroder la toute-puissance de l'Etat ; là encore les rôles sont insuffisamment précis, parfois redondants, le « centre » n'ayant abandonné qu'en apparence ses prérogatives. Quant au niveau mondial, l'expérience d'un grand nombre de jeunes Etats ne

plaide pas pour le « modèle » – soi-disant universel – qui leur a été proposé ; il est rarement cohérent avec les structures tribales, les mœurs et les cultures de leurs populations. S'il est d'abord remis en question dans son fief européen en raison de son inefficacité face à la crise, il paraît logique qu'il soit rejeté en Afrique et en Asie par des pays en butte à des difficultés autrement plus sévères.

Sur un autre plan, l'Etat ne peut plus prétendre être, partout et dans tous les domaines, l'acteur principal. La prolifération du nombre des Etats conduit à la diminution du rôle et de l'importance de la plupart d'entre eux. Là encore, il faut savoir distinguer : seules une superpuissance écrasante, une dizaine de « puissances » et une vingtaine de pays émergents comptent réellement dans le monde. Les autres, malgré leur souveraineté formelle, sont des acteurs sans influence sinon sans importance. Ils sont dépassés en poids économique par les grandes firmes mondiales ; ils sont surtout encadrés par les organisations internationales filiales de l'ONU, dont les rôles sont désormais à la mesure des tâches qui leur ont été confiées ; face aux problèmes que posent la survie (FAO), la santé (OMS), les réfugiés (HCR), mais également la justice, le désarmement, le commerce, le transport aérien, l'environnement..., les Etats se sont déchargés sur ces organismes de la gestion des affaires collectives. Ce que les Etats ont perdu en souveraineté – qu'ils n'avaient plus les moyens d'assumer - les organisations non gouvernementales (ONG) l'ont récupéré en légitimité dans le fonctionnement de la vie internationale. Beaucoup (trop) d'Etats se sont enfin soumis à des acteurs aussi discrets qu'ils sont puissants et influents : les organisations illégales, les mafias, les cartels, les bandes...Elles ont proliféré sur la crise et par la mondialisation pour étendre leurs tentacules partout où les Etats leur paraissaient suffisamment affaiblis et corruptibles.

### **Un modèle dépassé ?**

Espace juridique et administratif contestable, pouvoir économique concurrencé sinon secondaire, l'Etat nation - Etat guerrier - apparaît comme un modèle qui a fait son temps. La gravité des secousses que subissent ses structures devrait être l'occasion d'une « restauration » complète de ce type d'institution. Contrairement à ce que prônent les

---

ultra-libéraux qui rêvent de voir démanteler cet Etat malfaisant, le caractère nécessaire d'un Etat s'impose à la raison.

Mais, pour asseoir son utilité et donc sa légitimité, cet Etat devrait à la fois trouver sa place dans l'espace monde et participer à la création d'un système universel, inventer des structures intermédiaires entre sa verticalité rigide actuelle et la souplesse du réseau, se fixer des règles de comportement qui en fassent un arbitre plus qu'un donneur d'ordres. L'Etat ne devrait plus se battre pour s'imposer contre les citoyens, mais les inciter à respecter la règle commune, les aider à coordonner leurs efforts dans leur lutte collective face aux déséquilibres et aux obstacles.

Un tel concept paraîtra sans doute utopique; il ne devrait pas l'être plus que ne le fut autrefois celui de démocratie, plus récemment celui de liberté. De toutes façons, la crise obligera tôt ou tard à choisir : soit en condamnant l'Etat, soit en le restaurant, soit encore en forgeant un nouveau modèle pour le prochain siècle. Si les Etats nations ne sont pas capables d'évoluer par eux-mêmes, ce renouveau nous viendra des continents jeunes et dynamiques, contraints par la nécessité et par les circonstances à sortir des cadres conventionnels.

### **Question de morale**

La remise en cause des organisations étatiques dissimule mal la crise des valeurs qui affecte profondément les sociétés. C'est là que se situe le cœur des problèmes contemporains : l'incapacité de donner un sens aux entreprises humaines. Le changement de structures, l'inversion des hiérarchies, la décentralisation à tout va, pour peu que ces mesures ne revêtent que des aspects techniques, ne seront que des réformes. Et nos pays possèdent des cimetières de réformes jamais abouties... On sait en outre, depuis le Président Pompidou, qu'on ne parvient pas plus à réformer les sociétés par décret qu'on ne les fait vivre pour un taux de croissance ! Il leur faut « autre chose ». Ce qui compte en fait, c'est le « pour quoi », le but ; en termes politiques : *le projet*.

Or, telle qu'elle est comprise et interprétée depuis deux ou trois décennies, la crise interdit toute chance de faire surgir un projet de société. En effet, elle s'impose avec tant de pression et d'urgence qu'elle monopolise l'attention dans l'instant présent. La crise, c'est la *tyrannie*

*du présent* ; ce faisant, elle rejette le passé dans un oubli lointain tout en ignorant l'avenir. Elle casse le rythme séculaire que les hommes avaient réussi à donner au temps, en interrompant la continuité indispensable entre le passé et le futur pour construire la mémoire collective des peuples. La crise détraque l'horloge des sociétés, et cette perturbation du cadre temporel familial inhibe toute projection vers l'avenir. C'est cette absence d'ambition d'un projet qui est la plus critique, car elle nous prive d'espoir.

Si elle est désorientée, au sens propre de la perte des repères, la société n'en a pas pour autant abandonné toute morale. Au contraire. Par bien des aspects, l'époque est au puritanisme. Il y a, derrière ces airs scandalisés, une hypocrisie indiscutable. La morale est en fait omniprésente, mais considérée plus comme une arme que comme une règle de comportement collectif. Ainsi l'éthique n'est pas reconnue en tant que composante de l'action politique, mais comme une série de principes qu'il convient de faire respecter par autrui pour en tirer le meilleur parti. Elle s'assimile plus au cynisme dans certains cas (attitude face à l'Irak ou à la Serbie), à l'angélisme ou à la naïveté dans d'autres (comportement du personnel politique face à la corruption), à la chasse aux sorcières dans d'autres encore (cas du dopage dans le sport).

Comme le font les Etats pris dans la tourmente de la crise, la morale se plie aux circonstances et adopte un profil bas : elle fonctionne également à plusieurs vitesses. Une telle flexibilité lui ôte tout caractère normatif. Elle n'indique plus ni la direction ni les limites de l'action. Elle ne *fait plus sens* comme on dit dans le jargon actuel. C'est « mai 1968 » qui a été à l'origine de ce refus de la morale comme règle de vie individuelle et collective. Présentée comme une machine à interdire, considérée comme une entrave aux revendications libertaires, elle a été rejetée en bloc et sans nuances par toute une génération. Aussi justifiées qu'aient été alors ces critiques envers un système effectivement intolérant et rigide, le refus de toute morale de comportement a eu deux effets également néfastes : le premier en conduisant les « moralistes » à se réfugier derrière les apparences qui avaient été justement dénoncées – une morale de l'hypocrisie -; le deuxième en privant pour longtemps la société des garde-fous et des mains courantes indispensables à une vie collective harmonieuse. Depuis trente ans, nous avons eu tout le temps

de réfléchir au problème et nous devrions être maintenant capables, non pas d'imposer un nouvel « ordre moral », mais de proposer les grandes lignes d'une nouvelle *règle du jeu*.

Celle-ci ne devrait pas concerner exclusivement la morale sociale, mais s'élargir à une pratique de la vie collective. L'époque et la situation critique se prêtent bien à un tel *aggiornamento*, au même titre que la société aspire à l'élaboration d'un véritable projet. Face à la crise et grâce à elle, l'émergence d'un projet politique inscrit dans une règle du jeu peut être à la fois considéré comme une exigence et comme une possibilité. Si tout le monde semble à peu près accordé sur cette nécessité, demeure la question pratique : *comment faire ?*

### **L'exercice de la démocratie**

Compte tenu de la nature des problèmes posés, il apparaît évident que la réponse se trouve dans l'exercice de la démocratie. Les orientations qui seront adoptées à terme concernant ce qu'on peut appeler le « cadre fondamental de l'action » (projet plus règle du jeu) ne naîtront pas de décisions autoritaires et technocratiques selon le schéma habituel : ce serait les condamner à l'inexistence. Elles émaneront des choix opérés par la communauté des citoyens mobilisés pour un *débat* de fond. Il ne s'agit pas d'instaurer le référendum permanent, démagogique à certains égards, mais d'initier une pratique du débat démocratique. Les droits de l'homme et du citoyen, formule aussi magique qu'elle est rabâchée, doivent ouvrir des portes sur une nouvelle répartition des responsabilités entre l'Etat et le citoyen, en tout cas sur un exercice moins formel que celui du droit de vote. Tel qu'il est organisé de nos jours, le débat est stérile. Parce qu'il est conduit au sein de partis politiques et que leurs appareils sont à l'image de ceux de l'Etat et de la société : rigides, fermés, monopolistiques et asphyxiés par leurs hiérarchies. Les déboires qui n'épargnent aucun d'entre eux ces derniers temps montrent l'ampleur de la crise qui les atteint, et donc leur incapacité structurelle à engager un débat de société.

Il faut sans doute inventer de nouvelles instances de débat : clubs, associations, mouvements...qui, chacun à sa manière et selon ses moyens, apportera sa pierre au nouvel édifice. Le monde politique, par

ses responsabilités présentes et conscient des difficultés qu'il rencontre à les exercer, devrait être le protagoniste de cette initiative ; il pourrait également en être l'animateur, pour peu qu'il accepte de lui faire profiter de son expérience et qu'il en adopte les finalités. Ce serait en outre pour lui une preuve de sa compréhension du phénomène « crise » et de refuser d'en subir les effets.

De toutes façons, tôt ou tard, dans les démocraties, ce débat aura lieu. C'est une évidence en raison de la crise même du pouvoir politique et du rééquilibrage qui s'exerce dans ce domaine au profit des citoyens. Inorganisé, il sera improductif et révélera la profondeur des désaccords, la faillite des systèmes et l'inéluctabilité de l'évolution négative des crises vers le chaos et les conflits. Il n'y a donc guère d'hésitation à avoir, ni de temps à perdre, pour s'engager dans cette « porte étroite ».

### **Vive la crise**

Dans l'origine étymologique du mot crise (du grec *krinein*), on trouve différents sens dont ceux de « décider » et de « distinguer ».

La crise est en effet une situation déterminante, dans laquelle les oppositions s'exacerbent, où les déséquilibres s'accroissent et qui, pour peu qu'on veuille et qu'on puisse en maîtriser le caractère conflictuel, devrait logiquement conduire à des réévaluations et des remises en cause des relations antérieures. Il est vrai que, par ses excès, souvent impromptus et donc incontrôlables, la crise fait peser de réels dangers sur l'ordre international comme sur la vie sociale. Si elle engendre la peur et les réactions hâtives qui lui sont propres, la crise se nourrit elle-même et se transforme en maladie chronique, à l'image de la crise financière récurrente ou des crises sociales à répétition puisqu'elles sont fondées sur des oppositions idéologiques irréductibles. Mais si, au-delà de la réaction, elle fait prendre conscience de la gravité des problèmes et de la gravité qu'il y a à s'y attaquer, la crise est salutaire. L'Histoire montre que, dans les périodes de calme plat, les hommes ont tendance à se reposer du passé et à profiter du présent ; il faut d'impératives nécessités pour les contraindre à se réformer. La crise est aujourd'hui cette contrainte et cette chance.

La crise est une chance pour l'humanité de sortir du manichéisme

auquel nous a habitués une vision simplifiée du monde divisé en amis et ennemis, en bons et méchants ; par la variété des choix qu'elle propose, la crise devrait permettre de se soustraire à la tyrannie des techniques, d'envisager des solutions moins radicales que le « go - no go » des systèmes informatiques. Déjà, dans la vie politique, la pluralité s'impose à nouveau par des regroupements à géométrie variable selon la nature des sujets, alors que le clivage gauche - droite paraît ne plus correspondre aux exigences de l'époque.

Ainsi que nous l'avons évoqué concernant les « valeurs », la crise offre toutes les opportunités d'une seconde « Renaissance » ; elle se présente en effet comme une occasion unique de faire surgir un projet pour le prochain siècle, de redéfinir le cadre éthique et légal dans lequel ce projet devra s'inscrire pour devenir praticable.

Si la crise pouvait ainsi provoquer l'intelligence des hommes et canaliser à son profit les ressources techniques pour inventer le futur, il faudrait la considérer non seulement comme le mode normal de fonctionnement mais surtout comme la façon la plus souhaitable de faire évoluer le monde et les sociétés.

Mais la crise est aussi une contrainte par sa complexité et sa volatilité, deux caractéristiques qu'il nous faudra apprendre à maîtriser. Nous n'y parviendrons pas sans un sursaut intellectuel et moral à la mesure des enjeux. Pour comprendre les situations critiques, les analyser, les modéliser, en déduire des possibilités et des propositions, il faut remettre en vigueur une méthode de réflexion stratégique. La crise est le laboratoire qui peut nous fournir tous les éléments de cette indispensable *appréciation de situation*. A partir de là, nous pourrions enfin *penser la crise*, en limiter les effets négatifs et en utiliser les aspects positifs. Oser penser la crise, c'est surtout se donner des chances d'éviter de retomber dans la guerre.

*Ce texte a été publié dans le numéro 1 d'AGIR, en septembre 1999.*